

Invitation à la réunion publique du comité POI d'Aulnay

Mercredi 15 avril 2015 à 19h30 Salle Dumont avenue Gallieni (près de la gare RER)

RENTREE SCOLAIRE 2015-2016 :

L'Inspection académique de Seine Saint Denis (DASEN) applique le pacte de responsabilité !

DE NOUVELLES FERMETURES DE CLASSES A AULNAY !

A la maternelle Paul Eluard, la maternelle Perrières, en élémentaire Vercingétorix, à la maternelle Nonneville et à la maternelle Vercingétorix.

Un responsable syndical dénonce face à l'Inspecteur d'Académie :

*" des écoles sans ouverture qui sont à 27, 28, 29, 30 élèves par classes, - des écoles qui après ouverture sont toujours à plus de 26, 27 ... - des écoles qui après fermeture se retrouvent au dessus des seuils d'ouverture !
- aucun poste de RASED (instituteur spécialisé) depuis 4 ans - aucun poste de remplaçant pour les enseignants absents - trop peu d'ouverture de classes spécialisées*

Tout ceci (...) se trouve en totale application du « pacte de responsabilité » décidé par le gouvernement, correspondant à 50 milliards d'euros de coupe dans les dépenses publiques, dans lequel s'inscrivent la réforme territoriale et la loi Macron, cadre de dérèglementation et de remise en cause des droits collectifs pour tous les salariés de ce pays. L'austérité, ça suffit ! "

CONSEIL MUNICIPAL DU 8 AVRIL : VOTE D'UN BUDGET D'AUSTERITE

Le maire M. Beschizza et sa majorité UMP-UDI ont voté un budget 2015 d'austérité, entérinant les coupes du pacte de responsabilité du gouvernement Hollande- Valls. Rappelons que ce pacte prévoit 50 milliards d'économie sur les dépenses publiques, afin d'offrir aux patrons 35 milliards d'allègements fiscaux. La baisse de dotation de l'Etat aux collectivités locales s'élève à 11 milliards d'euros.

A Aulnay, d'ici 2017, la DGF (dotation globale de fonctionnement) de l'Etat baisse de 10 millions d'euros. Il faut y ajouter la baisse de recettes fiscales liées à la fermeture de PSA. Le maire a choisi de commencer le conseil municipal par un exposé-audit du cabinet (privé bien sûr) Mazars qui a été chargé de démontrer :

- L'importance de l'endettement de la ville. Selon ce cabinet, si les mesures ne sont pas prises, la ville sera dans une impasse budgétaire dès 2016, avec risque de mise sous tutelle, la baisse des dotations étant un accélérateur puissant de la dégradation.

- La masse salariale de la ville (58%) serait beaucoup plus élevée que celle des villes de même importance, de même que l'importance des subventions versées.

- Pour le cabinet Mazars, la ville ne peut se « satisfaire d'un simple toilettage », Il faut donc un véritable plan de redressement : **20 millions d'euros d'économie, c'est-à-dire 12% du budget de fonctionnement.** Et

il propose de se saisir dès 2016 de la mise en place de la Métropole du Grand Paris (MGP) pour y parvenir. Rappelons que la « Métropole du Grand Paris » rassemblerait 125 communes des départements de la petite couronne. Dans cette gigantesque métropole dirigée par un conseil de la MGP, les conseils municipaux des villes concernées n'auraient quasiment plus aucun pouvoir. Cette Métropole du Grand Paris entraînerait des suppressions massives de postes d'employés communaux par économie d'échelle, et généraliserait la privatisation des services publics en offrant un marché juteux aux grandes entreprises type Veolia.

Le Maire a ensuite fait voter un budget 2015 qui prévoit notamment :

- La baisse des investissements (24 millions), ce qui ramène au niveau d'il y a 15 ans,
- la baisse des dépenses en personnel communal de plus d' 1 million d'euros , remettant en cause en particulier le remplacement des employés communaux, entraînant la réduction des heures supplémentaires, etc..
- Les subventions aux associations baissent de façon importante : - 438 000 € dont - 258 000 € à l'IADC (Jacques Prévert), - 85 000 € au CAP,... De même la subvention aux clubs sportifs baisse de 43 000 €.

Plusieurs postes (budget communication, protocole, ...) voient leur budget diminuer... Mais aussi les transports, notamment scolaires (- 170 000 €). Par contre, la vidéo surveillance (+ 703 000 €) augmente.

Et le maire qui prétendait s'opposer à la réforme des rythmes scolaires prévoit 640 000 € pour sa mise en place . Rappelons que la majorité des instituteurs et des parents rejette cette « réforme des rythmes scolaires » qui fait éclater l'école publique en territoires et remet en cause les horaires et programmes nationaux, ainsi que la laïcité en faisant entrer dans l'école de nombreux intervenants autres que les enseignants.

Miguel Hernandez (PCF) au nom des 2 élus Front de Gauche a dénoncé les conséquences du pacte de responsabilité de Hollande qui pèse d'un poids insupportable sur les municipalités. Il avait déjà rappelé que plus de 16 000 municipalités en France avaient adopté des motions de protestation. Il a aussi dénoncé « *un budget d'accompagnement de la politique gouvernementale* »

Pour l'ancien maire PS, G. Segura, ce budget ne va pas assez loin dans les coupes notamment dans la réduction des dépenses de personnel. Il a dénoncé le laxisme de l'ancienne municipalité (2001 /2007) qui a créé 83 emplois par an... *"Alors que nous, on n'en a créé que 23 sous notre mandature... On aurait pu faire mieux. " "Ni vous, ni nous ne pouvons échapper aux tendances lourdes" !*

Ce conseil municipal se tenait la veille de la grève interprofessionnelle et des manifestations, à l'appel de la CGT, FO, FSU, Solidaires , pour le « retrait du pacte de responsabilité, pour le retrait de la loi Macron ! »

Des centaines de milliers de salariés, retraités ont manifesté, cherchant à bloquer l'offensive du gouvernement Hollande - Valls - Macron qui répond aux exigences de l'Union européenne et devance les exigences patronales. Des centaines de militants cherchent la voie de la rupture avec cette politique, et veulent aider à la construction du « tous ensemble » pour y mettre un coup d'arrêt .

Samedi 18 avril, en Seine Saint Denis, des dizaines d'entre eux débattront lors d'une assemblée de militants à Bagnolet organisée par le Comité départemental du POI.